

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

● Tchad - Sahara

POURSUITE DE L'INTERVENTION FRANÇAISE

Le Front Polisario a annoncé qu'une « intervention combinée de l'aviation française et marocaine » contre l'une de ses colonnes près de Oum Dreiga, au Sahara occidental, avait été repoussée le 27 janvier.

Cette intervention, a précisé le Polisario, dans un communiqué publié lundi soir à Alger, a été menée par cinq « Jaguar français et trois F5 marocains guidés par trois Breguet Atlantic » après une tentative, effectuée le 26 janvier, de retrouver la même colonne sahraouie à l'est de Sbaïta, dans la région de Bir Anzaran.

« L'intervention combinée de l'aviation française et marocaine » ajoute le

communiqué « a été déclinée au lendemain d'une opération menée dans la nuit du 25 au 26 janvier par les combattants sahraouis contre une base mili-

taire mauritanienne, opération qui s'est soldée par la mise hors de combat de près de 120 militaires

mauritaniens et l'investissement de la base par les Sahraouis.

(Suite page 5)



Combattants du Front Polisario.

● Tunisie

70 NOUVELLES ARRESTATIONS

De nouvelles condamnations ont été prononcées contre 70 personnes arrêtées lors des mouvements de la semaine dernière. Les condamnés, la plupart des jeunes, auront à purger des peines allant de trois mois à deux ans de prison. Ils furent jugés par les tribunaux correctionnels de Tunis pour les délits suivants :

- Attroupements sur la voie publique.
- Diffamation des membres du gouvernement.
- Incitation à la grève.
- Attaques de postes de police et de policiers.
- Atteintes aux biens d'autrui, etc.

D'autre part, le tribunal correctionnel de Kasserine avait condamné lundi un certain nombre de personnes à des peines allant de un

à cinq ans de prison pour actes de destruction et de subversion lors des manifestations de jeudi dans la ville de Sbeïta. Mais tout n'est pas fini, les jugements se poursuivront encore à Tunis mais aussi dans certaines villes de l'intérieur.

Dans le même temps, le président de l'Assemblée nationale a fait savoir qu'une demande de levée de l'immunité parlementaire de quatre députés sera faite de la part du gouvernement.

Le nom des parlementaires n'a pas été précisé mais il s'agit probablement d'Habib Achour, secrétaire général de l'UGTT, et de trois autres députés, membres de la centrale syndicale.

La plupart des dirigeants de l'UGTT sont emprisonnés et attendent d'être jugés.

● Nicaragua

UNE SEMAINE DE GREVE GENERALE

La grève générale lancée le 24 janvier dernier se poursuit au Nicaragua. Amplément suivi, le mouvement de grève paralyse l'activité économique de tout le pays. Le 30 janvier, les ouvriers et techniciens de la seule raffinerie de pétrole du pays, la « Esso-Standard Oil », se sont associés à la grève.

Outre l'énergie électrique, obtenue à partir du pétrole, les transports risquent d'être bientôt paralysés. Le 31 janvier au matin, ce sont les médecins et le personnel de l'hôpital de Léon ainsi que les employés de la banque centrale du Nicaragua, la plus importante du pays, qui, à leur tour, s'associent à la grève.

De nombreuses radios qui avaient passé outre l'interdiction gouvernementale de parler de la grève ont

été fermées. Les petits commerçants de la ville se sont également joints à la grève. L'Église s'est aussi déclarée favorable à un changement de gouvernement.

Par ailleurs, depuis le 10 janvier, plusieurs manifestations ont été organisées dans les principales villes du pays pour réclamer la démission du dictateur Somoza. Toutes ces manifestations ont été réprimées violemment. Mardi, plusieurs personnes, dont des enfants, ont été blessés par balle lors d'une manifestation à Matagalpa. Les arrestations pleuvent, l'armée essaye, en vain, de faire ouvrir les commerces des commerçants grévistes. La détermination d'en finir avec cette dictature sanglante fait que le mouvement de grève connaît une ampleur considérable que toute la répression mise en œuvre n'arrive pas à juguler.

EDITORIAL

Après la désintégration du satellite nucléaire russe

COLLUSION POUR UN SILENCE

L'équipe scientifique canadienne et américaine, chargée d'enquêter sur les débris du « Cosmos » soviétique désintégré au-dessus du Canada, a déjà localisé trois points d'impact dans le Grand Nord canadien. Deux d'entre eux, situés près de la communauté esquimaude de « Fort Reliance », renferment des produits de fission du réacteur de l'engin spatial soviétique.

Le danger réel que représentent ces débris n'est pas encore déterminé car on ignore s'ils sont situés à la surface ou déjà profondément enfoncés dans la glace. Ces trois zones sont désormais isolées par des parachutistes et la police montée canadienne.

Ce qui frappe particulièrement dans cette affaire, c'est la commune volonté de discrétion dont l'entourent l'URSS comme les USA. Cela n'a rien d'étonnant du côté soviétique qui voit ainsi révélé au grand jour, à la fois ses préparatifs secrets militaires dans l'espace et les dangers qu'ils font courir aux peuples du monde.

C'est, par contre, plus remarquable du côté américain où Carter en pense certainement plus long qu'il n'en dit. Certes, il joue les vertueux en affirmant que les USA, se rendant compte des dangers qu'il comporte, ont abandonné ce type de satellite nucléaire depuis 1965. Il affirme même noblement que « si des systèmes de sécurité infaillibles ne peuvent pas être mis au point », tous les satellites nucléaires devront être interdits à l'avenir.

Mais en même temps qu'il tait le caractère militaire du satellite-espion russe, il renforce l'équipe scientifique chargée de repérer les débris du « Cosmos », avec des experts de l'armée US ayant pour mission d'en extraire tous les secrets militaires soviétiques qu'ils pourraient révéler.

Les deux superpuissances s'entendent donc tacitement pour minimiser au maximum le grave accident nucléaire que représente la chute de ce satellite nucléaire sur la terre. Pourtant, d'après différents savants, ses effets seraient comparables à la désintégration d'une centrale nucléaire de moyenne importance.

Un silence épais a été maintenu pendant les trois jours où, à l'insu des peuples, le monde a été placé en état d'alerte nucléaire. Seuls quelques gouvernements alliés, et encore pas tous, — ce qui a provoqué les protestations de plusieurs d'entre eux ! — avaient été prévenus par les USA.

L'URSS, responsable de cet accident, conservait, quant à elle, un mutisme obstiné et ne se donnait pas la peine de prévenir quiconque des risques encourus.

C'est que, au-delà des risques de contamination radioactive provoqués par un tel événement, l'URSS comme les USA entendent garder les coudées franches pour poursuivre leurs préparatifs de guerre dans l'espace, comme sur terre ou au fond des océans.

Loin de dénoncer l'arrogance et l'agressivité de l'URSS, principal foyer de guerre dans le monde, les USA masquent ses préparatifs de guerre par un silence complice. Ici encore, leur collusion, apparente pour masquer la vérité aux peuples du monde, ne vise qu'à masquer la rivalité mortelle qui les oppose et leur course effrénée aux armements.

● Australie

Dans son nouveau livre « Australie et superpuissances », Edward Hill, président du Parti communiste d'Australie (marxiste-léniniste) dénonce l'URSS qui intensifie sa rivalité avec les USA en Australie.

Hill cite une série de faits sur l'infiltration et l'expansion soviétique en Australie et indique : « Du fait de la présence du social-impérialisme soviétique en Australie, en tant qu'impérialisme nouveau, plus vigoureux et agressif et de sa rivalité acharnée avec l'impérialisme américain, la cible de la lutte pour l'indépendance australienne comprend non seulement l'impérialisme américain, mais encore plus particulièrement le social-impérialisme soviétique ».

● Allemagne de l'Ouest

La grève des 20 000 dockers entamée mercredi dernier et interrompue lundi pourrait reprendre.

Les 16 000 dockers syndiqués ont refusé lundi soir l'augmentation salariale de 7 % négociée samedi dernier entre le syndicat des transports et tarifs publics et les employeurs. Près de 60 % des syndiqués ont voté pour la poursuite du mouvement. Cette grève qui a paralysé pendant quatre jours les huit grands ports du pays est la première de ce genre depuis 1887.

● Italie

PCI et PCF d'accord pour l'austérité

La crise politique italienne continue de s'enliser. Le PCI qui exige plus fermement que jamais son entrée au gouvernement se heurte au refus maintenu de la majorité de la Démocratie chrétienne. Berlinguer ne se considère pas pour autant comme battu et contre-attaque en proposant un gouvernement « de gauche » sans la Démocratie chrétienne.

En fait, le but essentiel du PCI reste la formation d'un « gouvernement d'urgence » dont il ferait partie aux côtés de la Démocratie chrétienne et du Parti socialiste.

La nouvelle crise politique qui dure déjà depuis treize jours semble donc une fois encore dans l'impasse pour les politiciens bourgeois de droite comme de gauche. L'hypothèse d'élections anticipées, officiellement repoussée par les uns comme par les autres, se dessine donc plus nettement.

Andreotti, le chef de file de la Démocratie chrétienne, chargé une nouvelle fois de constituer un autre gouvernement, reste pourtant optimiste à l'issue des consultations qu'il a eues avec les grands partis bourgeois. « Malgré des différences d'opinions » affirme-t-il, « il existe un large consensus sur ce que peut être l'action du gouvernement ».

Rien de plus vrai, dans la mesure où le PCI comme les autres, mène campagne sur la nécessité du « maintien de l'ordre », de la « sécurité », de la « nécessité de sortir le pays de la crise ».

Berlinguer en personne propose de « faire de l'austérité un moyen de riposte de la classe ouvrière à la crise du capitalisme ».

« L'Humanité » du 30 janvier vole à son secours en expliquant que, au-delà des riches et des très riches, « il y a la gamme infinie des couches intermédiaires aux revenus fort différenciés. Elles doivent, d'une manière ou d'une autre, et compte tenu de leurs possibilités, contribuer à l'effort de

renovation nationale. Ensuite vient la partie de la classe ouvrière bénéficiant d'avantages acquis légitimement par les luttes. En l'état actuel des choses, on peut lui demander de limiter provisoirement ses revendications... » et de conclure superbement : « l'austérité, dans la conception du PCI et dans les conditions de l'Italie, doit devenir le levier d'une transformation profonde de toute la société vers plus de justice, dans l'intérêt des travailleurs, de la nation. »

Rien de bien nouveau, au fond, depuis le tristement célèbre « retrouvez vos manches » de Maurice Thorez à la Libération. Ce langage qui appelle la classe ouvrière, au nom de l'intérêt national, à se serrer la ceinture pour le plus grand profit de ses exploités, ce serait le même que tiendrait le PCF, siégeant dans un gouvernement de « gauche », comme il le réclame avec insistance aujourd'hui.

A l'occasion du 10ème anniversaire du PCMLF

Message du Parti communiste de Suède

Chers camarades,

Cela fait maintenant dix ans que le prolétariat français remporta une grande victoire avec la fondation d'un parti marxiste-léniniste. Cet événement devint nécessaire depuis que le vieux parti communiste avait totalement dégénéré en un parti révisionniste servant les intérêts de la bourgeoisie impérialiste. Les révisionnistes ont non seulement prêché la théorie du passage pacifique au socialisme et autres mensonges mais de plus, ils attaquèrent avec la police, le congrès des marxistes-léninistes en 1967 en employant des armes.

Durant ces dix années passées, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, malgré son interdiction et les persécutions, a tenu haut le drapeau du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung et a accru sa capacité à l'utiliser comme une arme de lutte de classe dans les conditions concrètes de la société française.

Aujourd'hui, le Parti communiste marxiste-léniniste de France forge des liens étroits avec la classe ouvrière et le peuple de France pour mener la lutte contre la crise capitaliste et les préparatifs de guerre des deux superpuissances, en particulier du social-impérialisme russe. Guidé par la théorie des trois mondes élaborée par Mao Tse-toung, votre parti contribue à créer le plus large front uni possible contre l'hégémonie. La situation internationale est très favorable, et les conditions pour le développement de la lutte révolutionnaire et du mouvement marxiste-léniniste sont très bonnes.

L'unité et l'amitié fraternelle et militante entre le Parti marxiste-léniniste de France et le Parti communiste de Suède est fermement basée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien. Nous espérons que l'amitié et l'unité entre nos deux peuples, entre nos deux pays, grandiront dans la lutte contre l'hégémonisme des deux superpuissances et les préparatifs de guerre.

Vive la victoire du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung !

● Irlande

30 janvier 1972-30 janvier 1978

Sixième anniversaire du «Dimanche sanglant»

Il y a six ans, jour pour jour, se tenait une manifestation pacifiste à Derry en Irlande du Nord. Cette manifestation avait pour but d'exiger les droits civiques pour les catholiques, les éléments les plus exploités de la classe ouvrière de cette région.

Subitement, sans aucune provocation de la part des manifestants, les soldats britanniques qui prétendaient « protéger » le cortège, ouvraient le feu sur la foule d'hommes, de femmes et d'enfants. Le résultat ? Un véritable massacre : quatorze morts et des dizaines de blessés. Beaucoup de ceux qui étaient tués avaient reçu une balle dans le dos. Hommes, femmes et enfants avaient été visés, sans discrimination.

Depuis, chaque année, le peuple irlandais du Nord et du Sud refait le chemin de la manifestation pour rappeler à l'occupant anglais que lui, le peuple, n'oubliera jamais ce jour.

Le peuple irlandais répond à la violence de la bourgeoisie impérialiste anglaise par la violence populaire. Des années de lutte armée contre l'occupant anglais et les fascistes « loyalistes » qui collaborent avec lui ne l'ont pas anéanti. Au contraire, des informations se multiplient sur les opérations militaires menées contre les bases et les soldats anglais. Jamais un peuple révolté contre l'injustice ne pourra être vaincu !

Correspondant HR

● Ethiopie

Oui, il y a des soldats cubains



C'est la première photo d'un prisonnier cubain, pris lors de l'offensive éthiopienne, dans l'Ogaden. Carlos Orlando, c'est le nom du prisonnier, a déclaré : « C'est comme volontaire, et à la demande du PC cubain, que je suis venu en Ethiopie ».

Il a ajouté que des militaires soviétiques sont aux côtés des troupes et des milices éthiopiennes. Le gouvernement éthiopien a toujours démenti que des soldats éthiopiens se trouvent dans l'Ogaden. Il ne pouvait y avoir de preuve plus éclatante pour prouver le rôle joué par le social-impérialisme et les mercenaires cubains pris en flagrant délit d'ingérence dans les affaires des autres pays et d'agression contre les États.

BAGNOLS SUR CEZE

Conférence-débat avec A. Bouc
organisée par le comité AFC
vendredi 3 février

20 h 30, grande salle du centre culturel

Le Syndicat de la Magistrature dénonce :

La fouille des véhicules est illégale

Alors que près de 300 000 véhicules viennent d'être fouillés depuis l'enlèvement du baron Empain, et sous prétexte de sa recherche, le Syndicat de la Magistrature dénonce le caractère illégal de ces pratiques policières.

« Perquisitions et fouilles ne revêtent comme il le souligne un caractère légal que si : 1) elles concernent des personnes qui paraissent avoir participé au crime, ou détenir des pièces ou objets relatifs aux faits incriminés ; 2) elles sont effectuées par des officiers de police judiciaire ». Le Syndicat de la Magistrature dénonce

donc fort justement « les contrôles policiers généralisés et sans garanties pour le citoyen, la psychose d'insécurité qu'ils développent et l'incitation à la délation qui les accompagne ». Ajoutons que si le pouvoir ne s'embarrasse pas de « légalité » et pratique des fouilles de voitures massives alors même que le conseil constitutionnel avait annulé l'année dernière une loi qui allait dans le sens de leur légalisation. On comprend donc la protestation des magistrats honnêtes et qui croient à la possibilité d'appliquer la loi de façon « juste ».

Publicité mensongère

Le PDG de Conforama condamné

En 1975, une cliente avait acheté au Conforama d'Évreux (Eure) un congélateur. Or, à la livraison, elle constatait que les 210 litres annoncés par la publicité correspondaient en fait à la capacité brute, la capacité réelle étant de 160 litres... et ce n'était là qu'une des différences d'avec ce qui était annoncé dans la publicité.

Elle décidait de porter plainte et de se constituer

partie civile. A la suite du procès, le PDG de Conforama vient d'être condamné à quinze jours de prison avec sursis et 27 000 F d'amende. Voilà qui est positif mais gageons que depuis, le nombre de fois où Conforama a été condamné pour infraction au travail, au code de l'urbanisme, publicité mensongère, etc. de telles amendes sont prévues à l'avance dans un compte « pertes et profits ».

Soutien total à la lutte des travailleurs tunisiens !

Communiqué de presse du comité de coordination des foyers Sonacotra

Face à la campagne de répression sanglante déclenchée par le gouvernement tunisien contre les travailleurs et le peuple tunisien en lutte pour leurs revendications légitimes (écrasement par l'armée de la manifestation organisée par l'Union générale des Travailleurs tunisiens : UGTT, des centaines de tués et de blessés). Le Comité de coordination, qui regroupe les travailleurs de plu-

sieurs nationalités en lutte pour les libertés et la garantie des droits et l'égalité français-immigrés en France, apporte son soutien total à la lutte des travailleurs tunisiens organisés autour de l'UGTT, demande la levée immédiate de l'état d'urgence en Tunisie, la levée de l'encerclement de la centrale syndicale, la libération de tous les travailleurs emprisonnés.

6 films chinois à Paris.

- STUDIO SAINT-SÉVERIN : 12, rue Saint-Séverin, 5e
Le détachement féminin rouge (jours pairs)
Le torrent de la révolution (jours impairs)
- STUDIO DE LA HARPE, 13, rue Saint-Séverin 5e
Les pionniers (jours pairs)
Les fleurs rouges de Tien-Chan (jours impairs)
- OLYMPIC ENTREPOT, 7-9, rue de Pressensé 14e
L'Orient rouge (jours pairs)
La bataille navale de 1894 (jours impairs)

Dossier scolaire

FICHAGE ET SELECTION RENFORCES

Par un décret du 10 août 1977, le ministre de l'Éducation nationale, Haby, instituait « Le dossier scolaire » obligatoire. Il existait déjà un dossier par élève à l'école primaire. Ce dossier que les parents ne voyaient jamais jouait un rôle négatif par rapport aux enfants des couches populaires. Le nouveau dossier scolaire est lui, bien autre chose. Il est destiné à couvrir toute la scolarité de la maternelle à la terminale (apprentissage ou baccalauréat) et de plus, il fait intervenir toutes sortes de renseignements qui n'ont plus rien à voir avec les seuls résultats scolaires.

Ce dossier scolaire existera dès la maternelle. Devraient y figurer des appréciations telles que la propreté corporelle et des vêtements, les défauts de caractères : timidité, agressivité, passivité, etc. le comportement avec la maîtresse (par exemple, affectueux ou opposant), etc.

Il s'agit, dès la maternelle, de dresser la physionomie la plus complète possible des enfants sur tous les plans : comportement scolaire, social, psychomotricité, mémoire, langage, adresse. Déjà se dessine donc la conformité à un certain nombre de normes aux quelles l'enfant répond ou non. Pour l'école primaire, et les collèges, le dossier comporte tous les renseignements sur l'état-civil de l'élève, les indications d'ordre médical, familial, social et psychologique, les indications sur les activités extra-scolaires en plus des renseignements purement scolaires.

Un tel nombre de renseignements rassemblés dans un seul dossier a un but qui

n'est pas d'aider mieux les enfants à surmonter les difficultés qu'ils éprouvent à l'école, au contraire. Il a pour but de mettre ces difficultés en évidence, en vue d'opérer une ségrégation systématique des élèves en tenant compte d'un ensemble de données sociales, médicales, psychologiques et scolaires.

Ce dossier scolaire, en effet, interviendra chaque fois qu'il faudra décider de l'orientation des élèves, au passage d'une classe à une autre. Toute non-conformité à un certain nombre de normes sera considérée comme un facteur négatif. Des élèves considérés comme trop âgés, passifs, indisciplinés, ayant subi un soutien, etc. seront donc pénalisés et susceptibles d'être orientés vers les options « techniques, vers le préapprentissage ou tout simplement à les mettre hors de l'école si leur âge s'y prête.

Or, qui sont les enfants ayant le plus de difficultés à l'école sinon ceux issus des couches populaires ?

à quoi sert la REFORME HABY ? — à renforcer le TRI !

- un petit nombre vers les postes de commandement.
- le grand nombre vers des voies sans issue : (O.S., Manœuvres Chômeurs)

Le 7^e plan prévoit :
43% de jeunes sans aucune qualification professionnelle
+ 33% de jeunes ne dépassant pas le niveau du C.A.P.



les fils d'ouvriers restent ouvriers !
le fils du patron sera patron !

Le rôle de la CDES (commission départementale de l'éducation spéciale)

La commission départementale de l'éducation spéciale (CDES) est nommée par le préfet. Elle a pour rôle de décider arbitrairement, à la seule vue des dossiers scolaires et médicaux, de l'orientation des enfants déclarés « handicapés » ou devant relever de classes ou de sections d'adaptation ou d'éducation spéciale. Dans ces classes et sections, c'est un enseignement au rabais qui est donné.

Cette commission chargée d'orienter les enfants sur une voie de garage prend ses décisions sans que les parents puissent intervenir et rend des jugements sans appel.

Ces dossiers correspondent à l'application de la réforme Haby pour instituer

une ségrégation scolaire plus dure. Le septième plan ne prévoit-il pas encore que 43% des jeunes sortiront de l'école sans formation professionnelle.

Indiquons encore que rien n'empêche dans les centres d'apprentissage que les patrons qui désirent embaucher puissent examiner ces dossiers et choisir parmi les apprentis ceux qui leur conviennent le mieux par leur docilité ou leur capacité de travail.

Enfin, ce « dossier scolaire » est une pièce supplémentaire dans le projet de la bourgeoisie de fichier une partie de la population qui présente une « inadaptation aux normes du système social en place », et ceci « du berceau à la tombe ».

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN FAITE-LE LIRE AUTOUR DE VOUS

Quand un policier tue...

Le juge d'instruction le ménage

Le 19 décembre, un gendarme de la brigade de Pontoise se lançait revolver au poing, à la poursuite d'un jeune homme qui ne s'était pas arrêté à un contrôle.

Le poursuivant dans une cité d'urgence, il le tua d'une balle dans la nuque tirée de 10 à 20 mètres de distance.

Les parents de la victime se sont portés partie civile et le juge d'instruction a donc été contraint d'inculper le policier. Bien

entendu, il n'a donné comme chef d'inculpation que « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

De plus, lors de la reconstitution des faits le juge d'instruction a refusé « pour des raisons de sécurité » de reconstituer les faits dans l'obscurité tels qu'ils se sont produits. Lors de cette reconstitution, de très nombreuses forces de police de la section d'intervention d'Argenteuil quadrillaient la cité. Que voulez-vous ? Ce tueur est un policier...

● Creuse

Un tueur raciste acquitté

Protestation de la cellule du PCMLF de Guéret

Récemment, un raciste meurtrier d'un travailleur immigré était acquitté dans la Creuse. Nous avons reçu à ce sujet le communiqué suivant de la cellule du PCMLF de Guéret.

La cellule Chou En-lai du PCMLF de Guéret, à la suite du verdict scandaleux dans l'affaire « Grosset » qui a vu l'acquiescement de ce nazi fasciste, membre du SAC, a décidé de prendre toute initiative pour organiser la riposte la plus large possible. La classe ouvrière de notre pays et l'ensemble des forces progressistes doivent savoir qu'une véritable terreur fasciste règne dans la région Aubusson Felletin. Cette terreur est organisée par Mazet, maire de Felletin, protégé et conseillé par son ami et voisin Pierre Juillet, conseiller personnel de Chirac.

C'est pour cela que « Grosset Gérard », meurtrier d'Élaïd Djennati, doit être rejugé et condamné. Les forces ultra-réactionnaires sont à l'offensive. Les masses populaires creusoises doivent organiser la contre-offensive. Si la passivité ou le silence coupable devaient s'installer ce ne serait pas le fait du Parti communiste marxiste-léniniste de France !

A bas les bandes fascistes ! Vive la classe ouvrière de notre pays, Français et Immigrés en sont les deux composantes indivisibles !



Créteil-Centre de tri

L'occupation se renforce !

Le centre de tri est occupé depuis la nuit de vendredi. Lundi matin, la brigade A s'est jointe au mouvement ; des gars qui samedi matin étaient hésitants sont entrés dans la lutte.

travailleurs, dont Llamas. Ils montrent aussi leur nez aux portes et essayent de rassembler les quelques non-grévistes. Une question préoccupe les occupants : si les ordinateurs (c'est un cen-

qui montre bien que sa plus grande inquiétude est de voir se développer la lutte des postiers, qui osent se dresser contre tout licenciement.

Segard s'est dessaisi du

pour autant ? Pas du tout ! Elles appelleront les autres centres à faire grève... si les flics interviennent à Créteil : il faut bien en conclure qu'elles ne veulent pas de grève pour lutter contre les

licenciements !

C'est la CFDT qui est le plus souvent à l'initiative de ces réunions de personnel. La direction CFDT est tenue par le PS (le CERES) et dans leur rivalité avec le PC, ils veulent se montrer plus combatifs.

Les élus de gauche sont également venus apporter leur soutien... verbal.

Toutes ces démarches ne sont que le reflet de la rivalité PC-PS.

L'unité à la base entre les postiers des différents centres est une condition du succès. Pour cela, travailleurs de la base, allons nous-mêmes à Créteil inciter nos copains à y aller (prendre le train Gare de Lyon et descendre à Vert-de-Maison) dans nos centres, préparons le passage à l'action !

Fait d'après le récit de postiers revenant de Créteil.



La direction de FO se livre à un travail ouvert de sabotage : elle a fait notamment distribuer un tract intitulé « Non à la provocation », et réclamant... la liberté du travail ! De plus, ses militants insultent les

tre de tri automatique) ne sont pas entretenus, il pourrait y avoir des risques graves de dégradation ; les grévistes ayant demandé à la direction de les faire entretenir, celle-ci a répondu qu'elle s'en foutait !... Ce

dossier : il est maintenant entre les mains de Barre. Les directions syndicales CFDT, CGT dans certains centres de tri ont fait des réunions du personnel pour informer de l'occupation. Soutiennent-elles Llamas

• Beauvais Grève à la MFTC

Jeudi dernier, les travailleurs des ateliers filature et retorderie (180 ouvriers) déclenchèrent la grève pour une augmentation de 50 centimes de leur salaire horaire et décidaient l'occupation des deux ateliers.

Vendredi, la seule réponse de ces messieurs les patrons était d'envoyer Leroux, un huissier de triste

réputation, pour poser les scellées sur les portes des ateliers. Leroux est connu sur le coin. La semaine précédant la grève, sur ses accusations-bidon, quatre travailleurs de DEA-Loockheed passaient devant le tribunal d'appel d'Amiens pour prétendues « violences » envers ce serviteur des capitalistes.

Les conditions de travail dans cette usine des frères Willot

La MFTC (manufacture française des tapis et couvertures) appartient au groupe Agache-Willot. Les frères Willot surnommées les Dalton par les ouvriers ne se soucient que d'une chose : les bénéfices extorqués par l'exploitation des ouvriers.

À Beauvais, les conditions de travail deviennent chaque jour de plus en plus lamentables. Des exemples en voici : les fenwickes avec éperon - pics de plusieurs mètres pour charger des tapis enroulés sur les camions - très difficiles à manier roulent sur des routes dont on ne compte plus les trous, sans éclairage la nuit.

Autre exemple : une fuite d'eau chaude au four qui date de plusieurs semaines

attend toujours la réparation. L'hygiène est exécrable, des WC immondes, pas de douches, poussières rendant l'air irrespirable dans certains ateliers (comme à la teinture bourre).

De plus, la paie arrive le 12 du mois suivant, avec près de trois semaines de retard. Les bourgeois comme Willot n'hésitent même pas à violer leur propre légalité (ici le code de sécurité) avec l'accord de l'inspecteur du travail. Dans l'ensemble, d'ailleurs, que peut-on attendre d'autre de cette annexe des patrons.

À la MFTC, les ouvriers sont bien décidés à faire payer les Dalton.

Correspondant HR

ORLAC-GILCA Vienne (Isère) Au cours de l'inauguration d'une usine La bourgeoisie monopoliste tente de diviser les ouvriers et les paysans

Vendredi 13 janvier, à l'occasion de l'assemblée générale des délégués de section de la coopérative Orlac, on a inauguré la 12e usine du groupe avec beaucoup de fierté. Il y avait environ 200 personnes réunies à la Maison de la culture de Saint-Étienne, sous la protection de vingt-six cars de CRS.

C'est d'abord A. Gaillard, directeur d'Orlac (et aussi le président de la Sodima) qui a rapidement expliqué aux paysans de la salle pourquoi cette année, Orlac n'aurait pas de bénéfices à répartir :

- 1976 : année de la sécheresse
- 1977 : quinze jours d'arrêts de travail à Orlac (Vienne)
- 1978 : année de la pluie !

(Beaucoup de lait, mais peu de matière grasse : en 1976,

on a failli avoir de la matière grasse mais les vaches ne faisaient presque pas de lait... !).

Mais c'est Fréjus Michon, président du conseil d'administration, (ex-secrétaire de la FDSEA-Isère), responsable de la chambre d'Agriculture et au Crédit agricole) qui a expliqué le plus clairement le point de vue de la direction d'Orlac : il est revenu longuement sur la grève d'avril 1977 à Vienne, en l'utilisant lui aussi pour justifier la politique de baisse du revenu paysan. C'est tout juste si la grève n'était pas la cause de la taxe de coresponsabilité.

Questionné sur cette taxe, il l'a défendue moins violemment que précédemment car il ne veut pas se heurter de front avec la masse des paysans petits et moyens hostiles à ce pré-

lèvement. D'autant plus qu'il savait qu'au même moment, 300 agriculteurs (CDJA et Paysans-Travailleurs) manifestaient dans les rues de Saint-Étienne contre cette taxe.

Ensuite, après avoir défendu la politique d'élimination des petites exploitations par l'intermédiaire des taxes et du paiement à la qualité du lait, le ministre de l'Agriculture a fait sa publicité électorale.

Que conclure de tous ces beaux discours ? L'acharnement de la bourgeoisie à diviser les ouvriers et les petits paysans.

Il faut donc encore plus renforcer notre travail en vue de cette unité ouvriers-paysans !

Quant aux dirigeants de la FDSEA, ils ont encore une fois clairement choisi leur camp : celui des gros,

Caves
Ste-Marguerite
St-Pol-sur-mer

La lutte continuera

Les caves Ste-Marguerite (entreprise de mise en bouteille) à St-Pol-sur-mer (près de Dunkerque) sont en grève depuis le 18 janvier pour réclamer : le paiement des heures de délégation (soixante-seize heures), un même taux horaire pour les empileurs au sol et sur camion.

La grève a pris fin le 24 janvier. Les ouvriers ont obtenu satisfaction à la première revendication, et en partie à la deuxième, mais sous forme de primes. Le salaire des journées de grève devra être remboursé au patron sur plusieurs mois.

Cette grève aura en particulier permis de montrer aux travailleurs français, comment le patron se moque des conditions de vie des travailleurs immigrés qu'il emploie : les immigrés, sont logés dans des bungalows pour un loyer de 200 F par personne. De plus, le soir, le patron obligeait les conducteurs à garer leur camion devant les bungalows, gênant ainsi la sortie des immigrés. Et s'il y avait un incendie pendant la nuit !

Cette grève aura aussi permis de voir l'attitude de la justice bourgeoise, qui n'hésite pas, sur demande du patron, à faire des coups montés, pour ensuite dire que les ouvriers ont commis des actes illégaux (en bloquant la sortie de l'usine).

Face à de nombreuses pressions (huissier, patron) les ouvriers n'ont pas tout gagné, mais ont renforcé leur unité et sont décidés à poursuivre l'action :

- En convoquant le service hygiène pour essayer que les immigrés soient logés de manière décente.

- En luttant contre les conditions de travail épouvantables.

Correspondant HR

Bâtiment
Travaux publics
(Côte d'Or)

Accidents du travail et chômage

À cause de la course au rendement des patrons du bâtiment de la région, il y a eu l'an dernier vingt-deux accidents mortels du travail.

Parallèlement, vingt-neuf entreprises ont licencié et l'on compte un millier de chômeurs dans cette branche (20 % des professionnels sans travail).

Pourtant, le travail ne manque pas, mais pour accroître les profits, on ne remplace que les morts !

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

• Tchad-Sahara

Poursuite de l'intervention française

(Suite de la page une)

Le Polisario poursuit : « Cette nouvelle intervention de l'aviation française a tourné court pour l'ennemi, et la riposte de nos glorieux combattants l'a contrainte de se retirer, l'effet de surprise ne pouvant plus jouer ».

Le Sahara n'est pas le seul lieu d'intervention de l'impérialisme français en Afrique.

Un avion DC3 de l'armée

tchadienne a été abattu dans le nord du Tchad, le lundi 30 janvier. A bord de cet avion se trouvaient trois sous-officiers français.

Deux faits qui viennent confirmer que l'impérialisme français n'hésite pas à recourir, de manière directe ou indirecte, à l'intervention armée pour préserver ses intérêts néo-colonialistes en Afrique.

Troupes françaises hors d'Afrique !

• Fougères

La justice contre les « Réos »

Mardi 31 janvier 1978, la cour d'appel de Rennes a prononcé l'évacuation immédiate de l'entreprise Réhault occupée. Cette entreprise de fabrication de chaussures (jusqu'à 1,2 million par an) était mise en liquidation en février 1976.

Tandis que le licenciement des 650 ouvriers était annoncé, ceux-ci occupaient l'usine. Depuis deux ans, les « Réos » luttent avec

opiniâtreté contre les licenciements, pour le droit au travail, pour vivre et travailler à Fougères.

Dans cette lutte, ils ont justement recouru à des méthodes de lutte variées, et notamment l'utilisation des stocks et la fabrication. Cette décision de « justice » ne peut que susciter la colère de tous les travailleurs. La colère et la lutte solidaire autour des « Réos ».

• Gaillon (Eure)

Le « Paris-Le Havre » bloqué

Le train Paris-Le Havre a été bloqué mardi matin, pendant quinze minutes, en gare de Gaillon, par environ 700 ouvriers d'une usine de la région où des licenciements sont prévus.

Les manifestants, travaillant à la société Carel-Fouché, spécialisée dans la construction de wagons, ont envahi la voie ferrée pour empêcher le train, qui devait s'arrêter trois minutes, de

partir.

Les ouvriers ont distribué des tracts aux voyageurs à qui ils ont expliqué la menace de 120 licenciements qui pesaient sur eux à l'usine de Gaillon et autant à la succursale du Mans de leur entreprise. Ils ont expliqué le but de cette forme d'action qui est de « percer le mur du silence sur cet état de fait ».

Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

Le PCF abat ses cartes

« Nous voulons des ministres »

Depuis quelques jours, il n'est plus question dans la bouche de Marchais et des autres dirigeants du PCF que de « leurs ministres » dans un futur gouvernement de gauche. « La perspective d'un gouvernement de gauche dans lequel les communistes tiendraient sans discrimination toute leur place... ». Voilà ce qui est devenu pour l'éditorialiste de l'« Humanité » « le centre du débat politique ».

Ce langage est relativement nouveau. Pendant des mois, Marchais n'avait qu'un mot à la bouche « bonne actualisation du Programme commun ».

A l'en croire, il fallait 1 008 nationalisations, pas moins, à un gouvernement de gauche pour pouvoir réaliser les revendications et propositions inscrites dans le Programme commun. En dehors d'une telle éventualité, il assurait qu'il n'était pas question pour le PCF d'aller au gouvernement faire « la politique du grand capital ». Nous avons alors expliqué qu'en régime capitaliste, les nationalisations ne changent nullement l'exploitation de la classe ouvrière. Nous avons dit bien haut qu'il s'agissait en fait pour le PCF, à travers ces nationalisations, d'accroître son poids dans l'appareil d'État pour faire avancer plus rapidement son projet de capitalisme bureaucratique d'État.

DISPUTE ACHARNÉE POUR LE POUVOIR

Après avoir appelé les travailleurs à soutenir son action pour faire céder Mitterrand, Marchais en a été réduit à implorer ce dernier. « Il dépend de vous, François Mitterrand, a-t-il déclaré qu'un accord soit signé ce soir ou demain, et pour cela, il suffit d'être fidèle à l'engagement que vous avez signé avec moi en signant le Programme commun de 1972 ».

Mais ni les menaces ni les prières n'y ont rien fait, le PS n'a pas cédé sur des nationalisations qui auraient accru le pouvoir du PCF à son détriment.

C'était alors la rupture des négociations, la cassure de l'Union de la gauche, la polémique la plus dure vis-à-vis du PS que Marchais accusait de « virage à droite ».

Mais loin de renforcer son influence sur les travailleurs, une telle attitude n'a fait qu'accroître leur méfiance et leur déception après des promesses faites avec tant de largesse.

En même temps, les élections approchent. Aussi, Marchais a-t-il changé de ton à l'égard du PS et a décidé de parler, sans fard, des buts qui sont désormais ceux du

PCF : marchander le maximum de fauteuils de ministres.

REJETEZ VOS ILLUSIONS

Les travailleurs ne peuvent manquer de remarquer

que les 1 008 nationalisations, estimées indispensables il y a quelques mois à peine, ne sont désormais plus un préalable. Le PCF s'est écrasé devant le PS auquel il concède le leadership d'un éventuel gouvernement de gauche.

Il a mis au rencart toutes ses belles théories pour marchander le maximum de fauteuils de ministres dans un gouvernement dirigé par le président des monopoles, Giscard.

Ceci confirme, s'il le fallait, que toute son attitude, depuis le début, ne visait qu'à accroître, dans la mesure du possible, son poids dans l'appareil d'État bourgeois. Quant aux travailleurs, il s'en sert uniquement comme masse de manœuvre pour faire aboutir ses projets. Voilà qui doit convaincre nombre d'entre eux de se détourner de ce parti mystificateur et qui ne représente plus en rien les intérêts de la classe ouvrière.



La FEN, champ-clos des rivalités PC-PS

En cette période de fièvre pré-électorale, les syndicats sont transformés sans vergogne en tribunes politiciennes par les tenants des partis rivaux du Programme commun.

Tel est le cas du congrès de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN), qui se tient depuis lundi et jusqu'à la fin de la semaine, à Nantes.

La FEN s'est constituée, il y a trente ans, en syndicat autonome, au moment où FO accomplissait son œuvre de scission du mouvement syndical.

Organisée selon le système des tendances (un pur héritage du parlementarisme bourgeois), la FEN est depuis des années l'objet de la convoitise, tant du PS que du PCF.

C'est la tendance intitulée « unité, indépendance et démocratie » qui est majoritaire et fervent soutien du PS.

Henry, secrétaire général, appartient à cette tendance. Il a abondamment utilisé le congrès pour le compte de Mitterrand : « Nous n'avons pas à donner de consignes

politiques pour le vote », a-t-il dit, s'empressant d'ajouter : « Mais nous avons toujours été pour l'union contre la division ».

Si demain le PCF, mettant sa menace à exécution, refusait au second tour de se désister pour la gauche, il porterait devant l'Histoire, mais surtout devant les travailleurs attentifs, la res-

ponsabilité d'avoir donné la victoire à la droite ».

A part ça, les majoritaires « d'unité, indépendance et démocratie » et les minoritaires « d'unité et action » (tendance impulsée par les révisionnistes), discutent de négociations, de politique contractuelle, de corporatisme, de défense de l'école bourgeoise, etc.

Bref, il y a toujours un terrain sur lequel ils se retrouvent comme larrons en foire, c'est celui de la collaboration de classe.

Les tendances trotskistes sont aussi de la fête, ce congrès de la FEN, c'est un vrai parlement de la gauche désunie.

A cent lieues des intérêts des travailleurs !

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Meeting du 27 janvier à Paris

Le renforcement de nos liens avec les masses

Dans son interview, le camarade Pierre Bauby, candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, à Paris 19e (29e circonscription), a rappelé la position des communistes marxistes-léninistes de France sur la bataille politique de 1978. Quel que soit le résultat des élections, elles ne changeront rien au système capitaliste.

(...) Aujourd'hui, le parti que dirige Marchais n'a plus rien de commun avec le parti qui s'édifia, à travers mille difficultés, avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, qui participa à la résistance armée contre l'occupation nazie et même qui conduisit de grandes luttes de classe dans la période de mai 1947 à novembre 1952.

Mais, déjà, à plusieurs reprises, une ligne opportuniste de droite, basée sur le crétinisme parlementaire, domina le Parti communiste français sous l'impulsion de

Maurice Thorez, avant 1939, pendant la Résistance et à la Libération, en particulier.

Dès 1946, l'accent était mis par les dirigeants du PCF sur le soi-disant passage pacifique au socialisme, renonçant ainsi aux principes révolutionnaires universels établis par Marx et Lénine.

Ce processus de révision du marxisme-léninisme se développa, en particulier à partir de 1956, avec l'approbation par les dirigeants du PCF des thèses développées par Krouchtchev au 20e congrès du Parti communiste de l'Union sovié-

tique et conduisit tout droit, après la trahison du Printemps révolutionnaire de 1968, à la signature du Programme commun, en 1972, et lors du 22e congrès, il y a un an, à l'abandon officiel du principe marxiste-léniniste de la dictature du prolétariat.

En fait, pour les dirigeants du PCF, il s'agit de parvenir par la voie électorale, qui n'exclut pas le développement de manifestations et de pressions, à investir le gouvernement, à s'infiltrer dans les organismes dirigeants aussi bien des entreprises nationalisées que dans les ministères, l'ensemble des organes d'Etat, pour préparer leur domination hégémonique du pouvoir et de la société.

Bref, les dirigeants du PCF veulent installer en

France un capitalisme d'Etat dont ils assureront la direction et l'administration bureaucratique, comparable à celui qui sévit en URSS.

D'ailleurs, tout en dénonçant certains aspects de la répression qui règne en URSS, les dirigeants du PCF présentent cet Etat social-impérialiste et social-fasciste comme un pays socialiste, comme une force de paix, et soutiennent sa politique internationale, par exemple la fausse détente (...).

Mais la bataille politique de 1978 va être l'occasion d'un aiguïsement des luttes. La lutte principale n'est en effet pas celle que se livrent les différents politiciens bourgeois, n'est pas le spectacle quotidien d'une farce qui n'en finit pas. C'est celle qui oppose chaque jour davantage la classe ou-

vière et les masses populaires à la bourgeoisie exploiteuse, qui les exploite, les opprime et les réprime.

C'est pourquoi, les communistes marxistes-léninistes participeront activement à la bataille politique de 1978.

Nous lutterons de toutes nos forces pour démasquer les partis bourgeois, qu'ils soient de droite comme de gauche, pour montrer qu'il existe une autre stratégie qui se fonde sur les riches traditions de lutte de classe du mouvement ouvrier et révolutionnaire de France, y compris celles du Parti communiste français, avant sa dégénérescence (...).

Une des formes que prend la participation des communistes marxistes-léninistes à la bataille politique de 1978, consiste à

soutenir les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

Le seul et unique résultat que nous attendons de ces candidatures, c'est le renforcement de nos liens de masse avec tous les travailleurs des villes et des campagnes, c'est un recul de l'influence des dirigeants révisionnistes sur la classe ouvrière, c'est l'accumulation de forces indispensables à la préparation de la révolution prolétarienne.

Là, et là seulement, réside le sens de notre participation à ces élections, que nous ne tenons ni pour une fin, ni même pour un commencement, mais seulement comme un moment favorable à l'élévation de nos capacités d'intervention dans la lutte fondamentale qui oppose le prolétariat et ses alliés à la bourgeoisie capitaliste sous ses différents visages. (...)

Le soutien des marxistes-léninistes aux luttes des foyers Sonacotra

Le camarade Patrick Baudouin, candidat dans la 2e circonscription de Seine-et-Marne (Chelles), est intervenu plus particulièrement sur les luttes dans les foyers de la région de Chelles. Après avoir dénoncé la pratique des partis bourgeois, la deuxième partie traite de l'activité des marxistes-léninistes.

(...) Nous allons maintenant parler plus particulièrement du travail des communistes marxistes-léninistes de Chelles dans la lutte.

Notre parti, à Chelles, s'est proposé sans attendre pour soutenir le mouvement de grève. Sur la base de sérieuses discussions avec les résidents, il a rapidement démarré un travail de popularisation de la lutte à Chelles et aux environs ; partant de là, il a lutté pour impulser la création d'un comité de soutien, fin juin 1977. Auprès des résidents, comme au sein du comité, notre parti développe la conception d'un soutien le plus large possible, rassemblant sans sectarisme tous ceux qui veulent aider, sincèrement et à différents niveaux, les grévistes dans leur lutte.

A l'heure actuelle, font partie du comité, outre des camarades et sympathisants, des militants de la CSCV, de la CFDT, des sympathisants du PS, des antiracistes inorganisés.

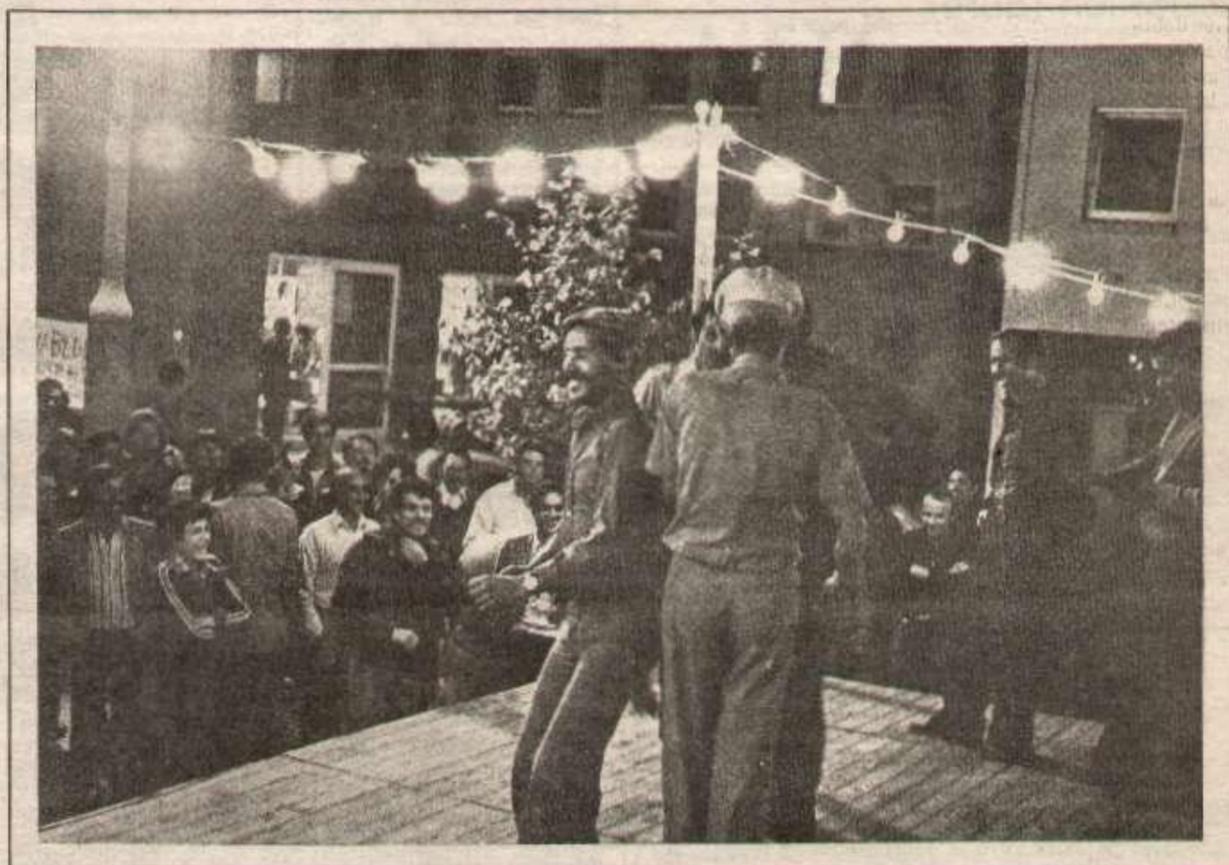
L'activité des marxistes-léninistes a contribué à rompre l'isolement organisé par la fausse gauche. Et aujourd'hui, l'existence et l'élargissement du comité de soutien apportent un appui

multiforme à la lutte.

Par ailleurs, les marxistes-léninistes de Chelles développent un travail politique en leur nom, pour populariser les acquis revendicatifs et politiques de la lutte auprès de l'ensemble de la classe ouvrière de la région, pour travailler à forger l'unité si indispensable des travailleurs français et immigrés, intégrant ainsi au travail révolutionnaire d'ensemble du parti le travail sur ce front.

En particulier, notre parti met en avant, auprès de tous les travailleurs de Chelles et des environs, l'exemple de lutte classe contre classe qu'offrent les résidents ; il fait de la trahison de cette lutte par les dirigeants révisionnistes une preuve vivante du caractère bourgeois du parti de Marchais et de la justesse de notre mot d'ordre : *Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche !* Il met en avant la pratique de la démocratie prolétarienne en vigueur dans la conduite de la grève, pratique qu'il a toujours défendue, depuis des années, dans toutes les luttes de la classe ouvrière.

Les marxistes-léninistes de Chelles font également connaître auprès des rési-



La fête des résidents des foyers de Chelles, Noisiel et Torcy.

dents eux-mêmes l'existence du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), son programme, sa ligne stratégique et tactique. Cela correspond à la nécessité pour les travailleurs avancés, de faire passer leur action à un niveau supérieur et de prendre en main la question de la construction de leur parti d'avant-garde de la classe ouvrière, prolétariser le par-

ti, arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne et lui redonner confiance en l'organisant.

Le parti sur Chelles doit beaucoup à la lutte des travailleurs de la Sonacotra. Notre parti est encore jeune, il a beaucoup à apprendre auprès de la classe ouvrière. Les marxistes-léninistes de Chelles sont allés porter leur soutien politique et

matériel aux résidents, et en retour la lutte des résidents, leur expérience, leur conscience de classe ont donné une profonde éducation de classe à notre parti sur la région, et l'ont fait progresser dans son édification idéologique et ses liens avec la classe ouvrière locale. La confiance mutuelle qui s'est établie entre le parti et les résidents s'est traduite par une im-

portante participation des résidents des foyers et des locataires de la Logirep à la journée du 6 novembre organisée par l'Humanité rouge.

Il va sans dire, donc, que nous donnerons une grande place dans la campagne politique de mars 1978 aux luttes de la classe ouvrière immigrée et particulièrement à celle menée par les résidents de la Sonacotra.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LA CIOTAT (Bouches du Rhône)

Toute la ville vit avec les chantiers

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne présentera un candidat dans la circonscription d'Aubagne-La-Ciotat. Il s'agit de Yves Vandrame, qui est postier à Aubagne.

La Ciotat, c'est les chantiers navals. Toute la ville, en dehors du tourisme, vit avec les chantiers.

Les chantiers navals ont un « patron de combat » : le baron d'Huart (qui prend le contrôle de la SPAT, réparation navale de Marseille).

Les chantiers navals, ce sont plus de 5 000 travailleurs, dont un grand nombre de travailleurs immigrés (95 % dans les entreprises sous-traitantes, comme « Gardella » ou la « Samic », par exemple).

Les chantiers navals, c'est aussi le profit maximum, le rendement, les cadences, le mépris des conditions élémentaires des règles de sécurité qui en font un des chantiers les plus meurtriers de France, (par le nombre de morts, de maladies professionnelles et d'accidents graves).

Aux chantiers, il est très difficile de trouver un travailleur immigré qui n'a pas été blessé (les travailleurs immigrés sont les

principales victimes, pas les seules certes), mais leurs conditions d'embauche et de travail font penser à l'esclavagisme. Ils doivent travailler plus de six mois avant d'avoir une carte de travail, avec un salaire souvent dérisoire, n'importe où, sans information, au mépris de tous les dangers).

Aux chantiers, la plupart des maladies ou accidents ne sont pas déclarés, tellement il y en a : « Repose-toi quelques jours, et revient quand ça ira mieux » !

Nous parlerons d'Aubagne dans un prochain numéro.

L'importante concentration ouvrière des chantiers navals de La Ciotat mérite une attention particulière.

Lors d'un accident mortel (après 20 jours de travail), on déplacera toute une équipe à la Seyne pour éviter les problèmes. On ne prévient même pas la famille.

Dans un autre cas mortel, on fera « comprendre » à la famille qu'il faut « s'écraser ». Dans un autre cas, on exercera des menaces sur un travailleur atteint de saturnisme et qui veut se défendre.

LES LUTTES AUX CHANTIERS NAVALS

Les chantiers navals ont connu des luttes très dures, mettant les CRS en déroute.

En 1972 et 1974, des luttes importantes sont menées par les travailleurs immigrés dans les entreprises sous-traitantes (Samic, Gardella) avec un certain succès. La dernière lutte importante durera deux mois.

Octobre 1976 : grève de ralentissement de la production, par tous les moyens avec débrayages-surprises. Elle touche énormément le patron mais elle demande aux travailleurs une grande combativité, car les salaires de base étant très bas, elle représente une perte importante de salaire (suppression des primes et des bonis).

Les travailleurs se sont réunis régulièrement en assemblées générales : c'est là une chose que le patron craint vraiment, lui qui ne reçoit les syndicats que quand bon lui semble.

Les revendications exigées étaient les suivantes :

- Augmentation uniforme de 300 F

- Salaire de base minimum de 2 200 F
- Augmentation des bas salaires
- Suppression des basses catégories
- Mêmes avantages pour les nouveaux embauchés
- Valeur du point à 16 F (actuellement il est de 11,23 F)
- Intégration des bonis dans les salaires, bonis qui sont réglés sur des critères plus ou moins obscurs (à la tête du client)

Seuls quelques jaunes de FO ne participeront pas à ce mouvement.

Dans un premier temps, la direction fit des propositions ridicules, puis devant la détermination des travailleurs, celle-ci tentera d'impressionner les travailleurs par l'envoi d'une lettre personnalisée, dans laquelle il est dit :

« L'adhésion de tous est une nécessité vitale pour nos chantiers.

« C'est pourquoi la direction générale est résolue à protéger ceux qui, ayant compris l'enjeu, sont prêts à travailler

dans l'ordre. De même, elle est décidée à agir contre ceux qui, n'ayant pas compris, persistent à compromettre l'avenir. » Cette lettre est un avertissement pour ces derniers.

« Dans les jours qui viennent, ils recevront des avertissements individuels. S'ils n'en tiennent pas compte, ils seront licenciés, conformément à la législation du travail en vigueur.

« Si les mesures d'ordre individuel ne rétablissent pas une situation normale, la direction générale sera contrainte à prendre des mesures de sauvegarde, pouvant aller jusqu'à la fermeture ».

Cette lettre n'eut pas beaucoup d'effet, les travailleurs se préparaient à poursuivre la lutte au sein des chantiers.

Quand, contre l'avis de l'assemblée générale qui s'était prononcée pour la poursuite de la grève à la majorité, les syndicats ordonnèrent la reprise du travail, se comportant comme des briseurs de grève, nous montrant les jaunes de FO en exemple, afin de garder

nos forces intactes, dirent-ils, l'écoeurement a été grand parmi les travailleurs les plus combattifs, ayant l'impression très nette d'être pris pour des imbéciles.

Non seulement reprendre le travail fut un échec, un recul, une perte de force, mais la direction étant en position de force retira ses propositions du début, c'est à dire que l'on en était au même point qu'au mois d'octobre.

Les syndicats demandèrent peu après, de « créer un rapport de force » pour « contraindre » la direction à revenir à ses positions antérieures, ce que tous, (syndicat compris) avions jugé très insuffisant.

Les travailleurs ne marchèrent pas. Il sera de plus en plus dur, de mettre les luttes sur des voies de garages ou de les étouffer, aux chantiers. Une force de lutte classe contre classe existe, et il va falloir compter avec elle désormais.

La situation actuelle

Les licenciements

Pour les cadres, les bureaux d'études n'ayant plus de commande, ils risquent d'être les premiers touchés par les licenciements, d'autant qu'il est question de centraliser tous les bureaux d'étude, de toute la réparation et construction navales en un seul. C'est un problème national.

Pour les ouvriers, on compte deux ans de travail environ (décalage entre l'étude et la fabrication), ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de licenciement collectif.

Pour ce qui est des licenciements, on liquide les éléments actifs un à un, sans bruit, et sans réaction des syndicats, ou l'on pousse les gens à partir. Il y a encore les pré-retraites les licenciements déguisés.

L'embauche

Celle-ci est pratiquement nulle et de toute façon, elle a des conditions très défavorables pour les travailleurs. Celle de la qualification par exemple.

De grandes luttes contre les licenciements s'annoncent. Déjà on parle de 3 000 licenciements. A moins qu'il s'agisse carrément de la fermeture des chantiers. Certains parleront de la défense de l'entreprise en oubliant ceux qui seront licenciés.

Les travailleurs des chantiers navals de La Ciotat ne se laisseront pas faire. On ne négocie pas les licenciements, on les refuse !

Les travailleurs ne sont pas responsables de la crise du capitalisme !



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LES PARTIS ET LES LUTTES

Lutte, lutte de classe : depuis que Marx a dit que la lutte de classe est le moteur de l'évolution des sociétés et que les révolutions sont les locomotives de l'histoire, il s'est trouvé des nuées d'éminents philosophes et d'économistes distingués pour clamer que la lutte de classe et la révolution sont des vieilleries dépassées ; selon eux, dans les conditions nouvelles de notre époque, le progrès et la science ouvrent les possibilités de conduire l'économie pour le bien de tous.

Seulement ni les classes, ni la lutte de classe, ni les révolutions ne sont des inventions de Marx ; ce sont des faits et le marxisme en fut l'explication scientifique, donnant du même coup aux exploités l'outil pour orienter leur lutte.

Si tant de philosophes anciens ou nouveaux et d'économistes distingués (dont les élocutions vite oubliées ne pèsent guère face aux démonstrations de Marx... et de la vie) se donnent tant de mal pour «expliquer» que le marxisme est dépassé, inadapté aux conditions nouvelles de notre époque, c'est pour détourner les exploités du marxisme : en cela, ils servent les exploités et en sont les propagandistes pour détourner les travailleurs de la voie de la lutte, de la voie de la révolution.

Contenir les luttes des exploités dans des limites qui ne remettent pas en cause le pouvoir bourgeois, briser ces luttes, renforcer et perfectionner leur appareil d'oppression et de répression (armée, police, justice, etc.) : c'est ce que font sans cesse les exploités pour maintenir et préserver leur vieux monde pourri.

Outre les discours de leurs philosophes, ils utilisent d'autres moyens et méthodes, qui ne changent guère :

— Diviser pour mieux régner : répandre l'égoïsme, l'individualisme, le racisme,

opposer les uns aux autres, isoler chaque lutte.

— Limiter, par tout un arsenal de lois, les possibilités de lutte des exploités, comme le droit de grève ou le droit pour le peuple d'user de violence pour briser ses chaînes.

— Priver la classe ouvrière de ses organisations de lutte en les amenant sur le terrain de la collaboration avec les exploités ; c'est ainsi que, à travers de multiples organismes, de hauts responsables syndicaux ont pu être peu à peu éloignés de la base, et amenés à trahir complètement la classe ouvrière ; en les soudoyant par l'argent, en les affaiblissant par l'intimidation ou les pressions, y compris celles d'organisations style CFT qu'ils créent à cet effet ; en les brisant par la force : c'est ce qu'ils tentent dans les moments de lutte intense (interdiction, arrestations et assassinats de militants, etc.) ; en fin et toujours, s'opposer à la lutte des masses lorsque celles-ci entrent en action.

Quelle est donc l'attitude des différents partis qui se disputent la direction des affaires sur ces différentes questions ?

Quelle est leur attitude à l'égard des différents aspects de la lutte de classe ? C'est ce que nous allons voir maintenant.

Les partis au pouvoir

A ceux-là nul ne conteste leur anti-marxisme et on leur doit, depuis vingt ans qu'ils exercent le pouvoir, un nombre considérable de mesures destinées à s'opposer ou à briser les luttes :

— Limitation du droit de grève et par exemple instauration du préavis dans de nombreux secteurs.

— Loi anticasseur, Cour de sûreté de l'État, pour mieux s'opposer à la violence des masses.

— Exactions multiples contre le peuple : la liste des victimes en est longue parmi toutes les couches du peuple (étudiants, ouvriers, en 1968 entre autres, viticulteurs du Midi, etc.

— Les opérations coup de poing qui n'empêchent guère le gros gibier de courir, mais permettent par contre de traquer les travailleurs immigrés !

Ce qu'ils nous promettent, les uns et les autres, c'est un quadrillage policier et une répression encore renforcées, c'est pour les travailleurs le droit d'être chômeur ou toujours plus exploités : c'est ce qu'ils appellent «sécurité et liberté» ou démocratie libérale avancée.

Le maître dont tous plus ou moins se réclament, De Gaulle, avait été en son temps le champion de la participation au point d'appeler des hommes du PCF au gouvernement, au sortir de la guerre de libération nationale.

Aussi faut-il apprécier comme il convient les cris que poussent maintenant les «héritiers» de De Gaulle : ils savent aussi bien que nous que des ministres PCF, ce n'est pas la fin du capitalisme, simplement, ce ne serait pas tout ; à fait le leur, ce qui représente de bonnes places perdues !

Le PCF

Quelle est justement la position du PCF ?...

Le marxisme, c'est sans beaucoup de ménagement que les dirigeants du PCF l'ont rejeté aux orties : la dictature du prolétariat a suivi de près la révolution, remplacée par la voie pacifique de passage au socialisme, la voie électorale. La direction du PCF est contre la violence révolutionnaire du peuple, contre la voie révolutionnaire, et elle le montre : en 1968, par exemple, elle s'est trouvée contre le mouvement étudiant avec les autres partis plus connus pour leur nature

antipopulaire et avec eux encore pour enterrer la lutte à Grenelle et dans les élections.

Avec eux encore, le PCF approuve la loi anti-casseur, l'interdiction de diverses organisations révolutionnaires (dont le PCMLF), interdiction qu'il met d'ailleurs lui-même en pratique avec un certain zèle. Il a ainsi bien souvent fait ou tenté de faire exclure des marxistes-léninistes de la CGT sur laquelle il essaie d'avoir tout pouvoir. Les occasions où il s'est trouvé ouvertement face à la lutte des masses sont fort nombreuses : citons celle



Mai 68 : les étudiants et avec eux de nombreux ouvriers, affrontaient les CRS. Pendant ce temps, Séguy signait un «premier protocole» avec Pompidou et Chirac.

contre le nucléaire, celle des résidents des foyers SONACOTRA, ou diverses luttes paysannes, la lutte des Lip, etc.

La lutte pour le PCF consiste à bien voter pour un bon Programme commun, bien réactualisé, et les luttes que déclenchent les travailleurs, il s'évertue à les orienter dans ce sens, les limitant par ailleurs à obtenir des négociations !

Demain, s'il y a un gouvernement

de gauche, il nous demandera de coopérer avec lui (c'est en toutes lettres dans les propositions CGT publiées en juin 77 et sous la plume de Krasucki), avec une précision apportée aujourd'hui : ce devra être un bon gouvernement (avec assez de ministres PCF) appliquant un bon Programme commun (avec assez de nationalisations et d'élus PCF aux conseils d'administration du secteur nationalisé).

Le PS

Il n'a rien à envier au PCF sur ce terrain. Outre que ses passages plus récents au pouvoir peuvent être encore dans bien des mémoires, n'oublions pas qu'un Bergeron, ce champion de la politique contractuelle, est au PS !

En fait, le PS, sous ses versions anciennes, s'est trouvé là quand il s'agissait de faire avaler un mauvais coup aux travailleurs et de les détourner de la

lutte ! La présence, au côté des leaders anciens comme Mitterrand ou Defferre, de jeunes loups généralement sortis de l'ENA (cette École Nationale d'Administration où le capital forme ses gérants) ne laisse guère de doute sur l'avenir : le PS fera comme par le passé, aussi combattif et désireux de lutter contre le capitalisme que puissent être certains de ses adhérents, comme au PC d'ailleurs !

Tous ces partis affirment en chœur que les choses doivent se passer dans le cadre constitutionnel qu'ils s'engagent à respecter et défendre : la constitution de la Ve république, faite sur mesure pour le capitalisme monopoliste d'État ! C'est dire que tous se proposent pour le moins de maintenir nos luttes dans le carcan de la légalité que définit la constitution : celle des monopoles exploités !

Pour le peuple, pour les exploités, il n'est qu'une seule voie, celle de la lutte ! Sans lutte, le peuple ne peut rien obtenir.

C'est dans la lutte et pour elle que la classe ouvrière et tout le peuple peuvent s'unifier, acquérir l'expérience de toutes les formes de lutte, qu'elles respectent ou non la légalité des exploités, qu'elles soient ou non violentes. C'est dans la lutte que la classe ouvrière et tout le peuple peuvent construire leur état-major : le parti, qui, combinant toutes ces formes de luttes, coordonnant toutes les forces, saura les conduire à la victoire sur la voie tracée par Marx et ouverte par la Révolution d'Octobre.

Les marxistes-léninistes

Dans les entreprises où ils sont, les marxistes-léninistes sont aux côtés des travailleurs pour préparer et engager le combat avec les formes efficaces que les travailleurs jugent utiles, qu'elles soient légales ou non (occupation, piquet de grève, séquestration de patrons «trésors de guerre»).

Ils favorisent et encouragent partout la pratique de la plus large démocratie, de façon à ce que les travailleurs puissent réellement prendre leurs affaires en main, apprendre à lutter et à s'unir dans la lutte.

Ils favorisent et impulsent le soutien mutuel des luttes entre elles, en participant aux comités de soutien ou autres formes par lesquelles

le plus grand nombre de travailleurs peut être mobilisé pour exprimer sa solidarité afin que chaque lutte ne reste pas isolée.

Ils se battent pour que cette aspiration à l'unité qui reflète l'intérêt de classe unique des ouvriers français ou immigrés, jeunes ou anciens, hommes et femmes, se réalise à la base, dans la lutte et ne soit pas entravée par des unités de sommet liées aux projets de partis bourgeois...

Les marxistes-léninistes se battent pour que triomphe dans les syndicats la ligne classe contre classe, pour que les syndicats soient indépendants de tout parti bourgeois.